Extrait du Revue du Mauss permanente

<http://www.journaldumauss.net>

La coopération socialiste

- Association, économie solidaire et mouvements sociaux - Association, démocratie et société civile -

Date de mise en ligne : vendredi 16 octobre 2009

Description :

Marcel Mauss s'interroge en 1904 sur le socialisme des coopératives, dans un contexte de débats entre libéralisme, socialisme et solidarisme.

Revue du Mauss permanente

Présentation

Marcel Mauss (1872-1950) écrit cet article sur les coopératives en 1904, durant la première année d'existence du journal *L'Humanité*, dirigée par son ami Jean Jaurès (1859-1914). Il s'y interroge sur la stratégie politique que doivent adopter les coopératives socialistes.

Quel est le débat ? La coopération, depuis les années 1860, est traversée par plusieurs lignes de clivage. Entre socialisme et libéralisme, d'abord, puisque les organisations coopératives (sociétés de crédit, crédits mutuels, coopératives de production, coopératives de consommation) sont différentes : tantôt inventions de bourgeois à l'usage des ouvriers, tantôt outils de l'opposition orléaniste et républicaine (sous le Second Empire), tantôt, encore, outils de l'opposition socialiste. A cette ligne s'ajoute les divisions du socialisme : pour les uns, d'influence plutôt marxiste, la coopérative doit être un outil de la prise de pouvoir politique susceptible d'instaurer le collectivisme : elle est socialiste par sa fonction éducative et par sa participation (notamment financière) à la lutte politique. Pour les autres, d'influence plutôt proudhonienne, il s'agit de s'interdire toute préoccupation politique et de promouvoir une évolution pacifique vers le socialisme. Les seconds, au départ majoritaires, échouent face aux premiers en 1879, lors du Congrès ouvrier (en raison, notamment, de l'influence croissante du guesdisme au sein de la classe ouvrière). A partir des années 1880, enfin, le solidarisme intervient dans le débat : avec l'Ecole de Nîmes, un compromis s'établit entre les tendances libérale et catholique d'une part, et socialiste d'autre part, derrière la volonté de faire de la coopération un moyen de transformation sociale.

Les coopératives solidaristes se fédèrent en 1885, au sein de l'Union coopérative. Les coopératives socialistes s'unissent en 1895, au sein d'une Bourse qui devient Bourse des coopératives socialistes en 1900. Pour adhérer à la Bourse, les coopératives doivent accepter « les principes fondamentaux du socialisme international » (lutte des classes, socialisation des moyens de production et d'échange, entente internationale des travailleurs) et verser une partie de leurs revenus à la propagande politique.

La division entre l'Union et la Bourse affaiblissant le mouvement des coopératives, notamment exposées au risque d'être assimilées par le législateur à des sociétés anonymes (et fiscalisées en conséquence), des tentatives de rapprochement sont entreprises dès le début du siècle. Sous l'influence de Charles Gide et de Jean Jaurès, l'Union et la Bourse s'unissent en 1912, l'Union acceptant d'abandonner les coopératives trop patronales, et la Bourse déclarant poursuivre le même but que le socialisme, mais de façon autonome.

C'est là précisément ce que Mauss propose en 1904 à ses camarades socialistes et coopérateurs. Les coopératives socialistes (ou « rouges », à opposer aux coopératives « jaunes ») doivent se considérer non pas comme des outils au service immédiat de la prise de pouvoir politique, mais comme des réalisations pratiques du socialisme.

Les coopératives socialistes liées au parti ont triplement tort, explique-t-il. Le parti socialiste n'étant pas uni, les débats au sein du parti deviennent débats au sein des coopératives, dont la bonne entente et la prospérité économique finissent par se désagréger. La société elle-même n'étant pas socialiste, le soutien au parti est dangereux. Plus largement, le temps de la politique, des échéances et des luttes électorales, n'est pas le temps de la gestion de l'organisation coopérative.

Mais s'il faut ainsi séparer la politique de la coopération, il ne faut pas pour autant séparer la coopération du socialisme (qu'il définit par l'abolition du salariat et l'émancipation du prolétariat). Les coopératives peuvent faire « leur socialisme », écrit Mauss : elles font avancer le droit des travailleurs ; elles assurent une forme de protection sociale efficace, et à des prix bons marchés ; elles réalisent une mission éducative ; puissantes économiquement, elles deviennent des agents importants de transformation sociale.

Mauss vise plus globalement l'instauration d'un socialisme des « trois piliers » : le politique, le syndical et le coopératif doivent être autonomes, en même temps qu'au fondement de la société socialiste future. Par un aspect, il accompagne les logiques de spécialisation fonctionnelle qui ont conduit, depuis la moitié du XIX, à distinguer le syndicat de la mutuelle, la mutuelle de la coopérative, le syndicat, la mutuelle et la coopérative du parti politique. Par un autre aspect, il agit au regard des conditions historiques, politiques et sociales de son temps, dans la visée d'un socialisme démocratique.

David Alves da Silva

Bibliographie : André Gueslin, *L'invention de l'économie sociale. Idées pratiques et imaginaires coopératifs et mutualistes dans la France du XIXe siècle*, Paris, Economica, 1998, chap. 8.

Marcel Mauss, La coopération socialiste

L'Humanité est le premier grand journal quotidien qui, même dans le socialisme international, ait ouvert une rubrique régulière consacrée aux coopératives. Il est donc utile, ici, de dire avant tout, pourquoi on peut parler de coopération socialiste et de ce qu'il faut entendre par ces mots qui n'ont soulevé jusqu'ici que trop de discussions intéressées.

Les malentendus et leurs équivoques

Une certaine mauvaise foi politique règne autour de ces organismes, encore naissants, mais déjà puissants et riches que sont les coopératives ouvrières de consommation. Des avidités et des craintes, des préjugés et des envies, des ambitions et des besoins s'agitent autour d'elles et risquent de retarder le mouvement. Les uns, coopérateurs bourgeois, voudraient canaliser les coopératives dans les voies d'une action bénigne, favorable à la légalité bourgeoise, où les droits du capital et ceux du travail finiraient par être également reconnus. Et l'on a vu, au Congrès de 1900, un certain nombre de ces coopérateurs, les jaunes, voter, au grand dam des théoriciens, que la coopération n'a pas pour but l'abolition du salariat.

Les autres, plus socialistes que coopérateurs, ne voient dans les coopératives que les « vaches à lait » du parti, l'endroit où il y a de l'argent dont on peut se servir dans l'agitation électorale. La coopération n'est pour eux qu'un moyen utile à la politique, une arme à mettre au service d'une opinion. Dans l'un et l'autre de ces deux camps, bourgeois et socialistes, des individus mettant à profit les tendances diverses des sociétés, se disputent leur faveur, et cherchent, grâce à ces malentendus, à les exploiter, dans leur intérêt personnel. Ce faisant, ils trouvent, qui des décorations, qui des prébendes (minces, c'est vrai, mais des prébendes, enfin), qui des succès de popularité plus ou moins faciles.

Expliquons-nous donc une fois pour toutes, et disons quelles sont les sociétés coopératives qui ne sont évidemment pas socialistes.

Les coopératives jaunes

sont de ce nombre. Cela est évident et n'a pas besoin d'être démontré.

Mais qu'est-ce qu'une coopérative jaune ?

C'est dans le monde coopératif ce qu'est le syndicat jaune dans le monde syndical. C'est un groupement formé par des ouvriers qui veulent l'entente et non la lutte avec le patronat. Une coopérative d'usine ou de compagnie, dépendant du patron, recevant de lui des subventions, des allocations, des ordres de vendre ceci ou cela, est jaune ; elle est souvent administrée par une créature du patron, ex-cocher ou ex-concierge ou chien d'atelier. Souvent elle fait crédit à l'ouvrier et se récupère sur les salaires à l'usine. Alors ce n'est plus qu'un économat déguisé, si près de l'économat que le patron peut en refaire un économat comme cela est arrivé dans les usines Menier. L'esprit de la coopération socialiste, est particulièrement intolérant vis-à-vis de ces manquements, non seulement au principe socialiste, mais encore au principe démocratique et coopératif lui-même.

Les coopératives rouges

Un certain nombre de coopératives sont évidemment socialistes. Elles adhèrent au Parti, reconnaissent ses principes sanctionnés par les Congrès internationaux. Telles sont les coopératives du parti ouvrier belge, la Maison du Peuple, de Bruxelles ; le Voornil, de Gand, etc., que tout le monde connaît. Telles sont encore les non moins belles sociétés du Nord de la France : l'Union de Lille ; la Paix, de Roubaix, etc.

Tant qu'a duré le mouvement d'unification du parti en France, plus de vingt sociétés, et des plus importantes, cotisèrent et furent représentées à son Comité et à ses Congrès. Mais ces tendances ont disparu lorsque le parti s'est de nouveau divisé. Il y a aujourd'hui de nombreuses coopératives socialistes qui n'adhèrent pas au parti.

La plupart des sociétés, d'ailleurs, est détachée aussi bien du parti socialiste que du patronat. Beaucoup n'ont aucune opinion. Elles flottent entre le Comité Central et la Bourse des coopératives socialistes et n'adhèrent nulle part. De plus, ces deux organes moraux de la coopération française flottent eux-mêmes, l'un tendant vers la simple politique, l'autre acceptant dans son sein un nombre vraiment trop grand de coopératives jaunes. Ce sont les camarades socialistes des coopératives indécises qu'il importe de fixer sur ce qu'il faut faire.

L'adhésion des coopératives au Parti

Est-elle possible ? Evidemment non, en France, tant que le parti sera divisé. Il n'est pas bon que nos divisions, toutes de tactique, viennent jeter le trouble dans la vie de nos organisations économiques. Mais, en général, les discussions politiques qui n'ont qu'un intérêt moral au dehors des sociétés, ont de graves désavantages matériels à l'intérieur d'une société coopérative. La désunion affecte la prospérité économique de celle-ci. Le parti mis en minorité se désintéresse de la société ; celle-ci voit baisser son chiffre de répartitions, l'affaire montée pour couvrir un chiffre déterminé de frais généraux, ne les couvre plus, et souvent elle meurt. Un certain nombre de coopératives de consommation, trop socialistes, à Paris et dans la région parisienne, n'ont pas vécu parce que ce n'est pas seulement avec une poignée de militants qu'on peut faire marcher une coopérative.

Mais même si le parti était unifié en France, nous ne serions pas partisans d'une adhésion complète au parti. Les inconvénients de la politique électorale, les froissements, les heurts d'opinions, les conflits de personne, sont tels qu'on a tout intérêt à les écarter des sociétés.

La besogne d'action et de propagande doit être remise aux vrais militants qui peuvent d'ailleurs toujours former un groupe d'études à côté de la société.

L'exemple des syndicats et des coopératives allemands

Nulle part les syndicats professionnels ne se confondent avec le parti socialiste. Et nous avons vu, au Congrès de

Hambourg, les coopérateurs allemands, des socialistes pourtant, protester contre l'insinuation qu'ils avaient l'idée de mettre la coopération ouvrière au service d'un parti quelconque.

C'est pourquoi nous concluons en disant qu'il n'est pas opportun de faire des coopératives, pourtant purement ouvrières, des organes du parti socialiste.

Si, à la rigueur, une société, par des votes régulièrement renouvelés, en assemblée générale, décide de subventionner le parti socialiste, rien de mieux. C'est que les circonstances le permettent, et que la mentalité de la société est assez profondément socialiste pour que sa prospérité n'ait rien à craindre d'un acte de ce genre.

Mais, sur ce point, nous préférons nettement le système belge de la cotisation fixe par membre (1 franc) au système français (dans le Nord) du prélèvement sur les trop perçus ou même sur le chiffre de vente (à Lille : 0,66%). Ce dernier procédé aboutit, en effet, tout simplement, à prélever au profit d'un comité électoral, un véritable impôt indirect sur la consommation ouvrière organisée. Le camarade bon consommateur se trouve, dans ce système-là, le plus imposé.

Mais nous croyons que les coopératives de consommation ont mieux à faire, elles ont à faire leur socialisme.

Le socialisme pratique

Elles doivent être des asiles pour les militants, pour les syndicats, pour les groupes politiques. En Belgique, à Amiens, les employés des sociétés sont des socialistes, des syndicats, traqués par le patronat que la coopérative met définitivement à l'abri. A Amiens, en Belgique encore, elles reçoivent en dépôt les fonds des syndicats, s'en servent et leur servent l'intérêt. Ici, elles impriment au meilleur compte leurs feuilles de propagande ; là, elles soutiennent énergiquement des grèves.

Seulement il ne suffit pas aux coopératives de faire quelques actes socialistes pour être socialistes, il leur faut aussi faire tout le socialisme qu'elles peuvent faire, et elles en peuvent réaliser beaucoup.

Les coopératives de consommation sont, dans bien des cas, de véritables organisations où s'ébauche le droit futur. En Allemagne, elles viennent de passer, comme elles l'ont déjà fait en Angleterre depuis longtemps, des contrats collectifs de travail avec les syndicats nationalement constitués. En France, à la Bellevilloise, à l'Avenir de Plaisance, par exemple, le principe du salaire égal à travail égal, est souvent reconnu. Perpétuellement partout, les sociétés démontrent que bons salaires et bonnes conditions de travail, organisation libre de leur travail par les ouvriers eux-mêmes sont compatibles avec la qualité, l'économie dans la production ou les services. Elles démontrent expérimentalement ce que le socialisme prêche.

Elles installent des caisses de retraites, à Gand, à Saint-Claude, en France, et assurent contre l'invalidité à des taux inouïs de bon marché. Les services de mutualité, de solidarité véritable fonctionnent avec une régularité et une efficacité dont la philanthropie bourgeoise ne se fait pas une idée. A sa société, le camarade dans la gêne ne reçoit pas un cadeau, il exerce son droit de sociétaire.

Les coopératives de consommation peuvent faire de l'éducation socialiste. En Belgique, elles sont le véritable centre de l'extension universitaire. Chez nous elles font vivre, en bien des endroits (Amiens, Nanterre, la Ménagère, la Bellevilloise, etc.), l'Université populaire de la ville ou du quartier. Une coopérative socialiste est l'asile rêvé de la propagande purement éducatrice du prolétariat.

Enfin, par leur force économique, par leur propre développement, elles deviennent des agents puissants de transformation. Elles socialisent toujours plus de capital, leurs fonds de réserve, leurs immeubles amortis, sont des propriétés, toujours plus importantes auxquelles l'actionnaire n'a pas droit. Elles organisent dans leurs fédérations la production et suppriment ainsi sans indemnité, tous les jours, un peu de capitalisme. Elles rejoignent le petit paysan producteur qui, sous leur pression, s'organise pour le travail en commun.

Mais de cette force et de ce pouvoir, il faut que les sociétés soient conscientes. Il faut aussi qu'elles veuillent s'en servir, non pas seulement pour elles, mais pour l'humanité travailleuse toute entière. Avoir constamment pour but l'abolition du salariat par la coopération entre autres moyens, faire Suvre qui serve à émanciper le prolétariat, voilà ce qui fait qu'une coopérative est socialiste.

Marcel Mauss.

Cet article est paru le 3 août 1904, durant la première année d'existence du journal *L'Humanité* dirigé par Jaurès.